

Contribution a l'analyse théorique de l'attractivité des investissements directs étrangers IDE - Analyse comparative des pays du MENA

Contribution to the theoretical analysis of the attractiveness of foreign direct investment FDI - Comparative analysis of MENA countries

¹ Centre Universitaire de Tipaza
Laboratoire MERKETIC –EHEC
Alger

Bacha soumeiya*¹ S.bacha@univ-boumerdes.dz

Reçu : 21/12/2018

Accepté : 26/05/2019

Publié: 01/06/2019

Resumé

Mots clés

L'investissement direct à l'étranger (IDE) est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable dans la gestion d'une entité résidante dans un autre pays. Il constitue l'un des aspects les plus visibles de la mondialisation.

Auparavant, l'IDE était perçu avec beaucoup de méfiance et considéré comme une menace pour la souveraineté nationale, mais l'avènement de la mondialisation et la libéralisation du commerce international a déplacé les enjeux des pays vis-à-vis des IDE, notamment pour les pays en développement.

A travers cette recherche, nous avons essayé d'évaluer empiriquement les déterminants d'attractivité des IDE dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et en particulier en Algérie. Nous avons pu tenir que l'importance de la taille du marché, l'ouverture commerciale, le développement des infrastructures et la stabilité politique contribuent à expliquer les orientations des flux d'IDE à destination de la région.

Investissement direct étranger(IDE), mondialisation, firme multinationale(FMN), déterminants d'attractivité, impacts IDE, croissance économique

Codes de Classification JEL: C40, D24, F21, F23.

Abstract

Keywords

Foreign direct investment (FDI) is an investment made by a company or individual in one country in business interests in another country, in the form of either establishing business operations or acquiring business assets in the other country, such as ownership or controlling interest in a foreign company. The main objective of this article is to identify the factors or determinants that affect the input flows of foreign direct investment in the MENA's countries (Middle East and North Africa). This study is situated in the theoretical framework of Dunning's "OLI approach" (2001). We are interested in the "L" (Localization) part, according to which firms settle where the country's own advantages maximize their specific advantages.

Foreign Direct Investments (FDI), attractiveness, territorial marketing, Trade Liberalization

JEL Classification Codes : C40, D24, F21, F23.

* Auteur correspondant: nom complet, email : email@gmail.com

Introduction

Dans un contexte de mondialisation de plus en plus complexe et intégré, l'activité économique à travers le monde a connu, ces dernières décennies, des mutations profondes qui ont bouleversé la scène mondiale et qui ont engendré un intérêt sans précédent pour les activités internationales à travers un processus d'innovation inhérent, ayant pour impact direct la création de nouvelles branches économiques et l'intensification de la compétition entre celles-ci.

De plus, l'ouverture des économies nationales est favorisée par l'interdépendance entre les hommes, la libéralisation des échanges et la délocalisation de l'activité par le biais des investissements directs étrangers (IDE). En quête de moyens d'exploitation des perspectives offertes par le marché mondial, les sociétés sont de plus en plus orientées vers des approches et des structures qui transcendent les frontières.

Dans ce contexte, La mondialisation des économies a engendré un processus dynamique dans lequel les investissements directs étrangers occupent une place centrale. Les acteurs principaux de cette dynamique sont les firmes multinationales (FMN), dont les stratégies et les structures organisationnelles ont changé avec l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial.

Les firmes multinationales se localisent là où les projets sont rentables, selon un arbitrage des avantages, des facteurs d'attractivité et des risques économiques et politiques que présentent les pays d'accueil envisagés (Andreff, 2003). Ces facteurs reflètent globalement le cadre général du pays d'accueil, qui reposent sur la taille et le taux de croissance du marché, la stabilité politique et institutionnelle, système des communications et des télécommunications, la disponibilité en ressources humaines qualifiées et l'existence d'un tissu industriel local sain et solide.

Par ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE) étaient perçus comme une menace pour la souveraineté nationale et de sérieux rivaux pour la firme locale, mais l'avènement de la mondialisation et la libéralisation du commerce international a déplacé les enjeux des pays vis-à-vis des IDE notamment pour les pays en voie de développement PED.

Cependant, depuis sa montée en puissance à la fin des années 1980, l'investissement direct étranger a gagné en maturité et en complexité. Les différents pays qu'ils soient développés ou en voie de développement ne considèrent plus les implantations d'entreprises étrangères sur leur territoire comme une menace ou un danger, bien au contraire, l'investissement direct étranger est désormais perçu comme un facteur bénéfique à l'économie d'accueil. Il contribue à améliorer la performance économique des pays hôte et engendre le rétablissement de son équilibre financier et augmenter par conséquent sa compétitivité internationale. Tous ces bienfaits ont fait des politiques d'attractivité, la principale substance des politiques économiques. Qu'ils soient développés ou en voie de développement, les pays délaissent progressivement leur politique hostile et restrictive à l'égard des multinationales pour se concentrer sur la mise en place d'un environnement attractif pour les investisseurs étrangers. A cet effet, les pays cherchent à attirer les entreprises étrangères et s'emploient pour se faire à améliorer les principaux aspects qui influencent les choix d'implantation des investisseurs directs étrangers et accordent davantage d'attention aux mesures susceptibles de les séduire.

En suivant les étapes importantes du processus de la transition économique mondiale, nous constatons que l'un des sujets les plus débattus dans le contexte général est celui de l'internationalisation des échanges et d'intensification des relations et dès lors, les

De ce fait, l'Investissement Direct Étranger (IDE) connaît un essor spectaculaire depuis les vingt dernières années, il est devenu le principal instrument par lequel les pays en développement s'intègrent à l'économie mondiale. Ces flux constituent l'une de solution à sortir de problème des endentements et de trouver une source de financement qui ne contribue pas à une charge. Parmi les pays intégrés dans ce processus, nous pouvons citer les pays de la région MENA. Ces pays ont fourni des efforts considérables en vue d'améliorer leur climat d'investissement pour attirer davantage les capitaux étrangers. Ils ont essayé d'améliorer leurs situations macroéconomiques pour attirer davantage de capitaux étrangers. Ces politiques contribuent non seulement à l'amélioration de leur ouverture économique, mais aussi visent à assurer une croissance économique de plus en plus élevée (Morisset 2000), et à développer leur marché financier et maîtriser le taux de change (Alfaro 2004, et Abdallah et al 2009).

Dès lors, les flux entrants d'investissement direct étranger dans la région MENA ont chuté de plus de 60% entre 2010 et 2011, avec des différences importantes entre les pays. La (CNUCED ,2012) l'a expliquée comme suit : « *ce repli des flux vers le continent en 2011 doit beaucoup cependant à la baisse constatée en Afrique du nord, en particulier les flux vers l'Egypte et la Libye, qui étaient des bénéficiaires importants de l'investissement direct étranger, mais qui ce sont arrêtés en raison de leur situation prolongée d'instabilité* »¹.

Dans ce contexte, l'attractivité des IDE est devenue un enjeu majeur pour tout les pays quel que soit leur niveau de développement. Ce nouvel impératif a conduit les gouvernements à renforcer leurs efforts en vue de favoriser le climat d'affaire et donc attirer davantage des implantations étrangères sur leur territoire national.

Cette orientation en faveur de l'attractivité des IDE confère à l'Etat un nouveau rôle en le qualifiant de promoteur et facilitateur du mouvement.

Dans ce contexte, la nation est devenue un produit qu'il faut promouvoir sur le marché mondial des territoires, et l'Etat devient le promoteur principal des pays d'accueil pour les investisseurs étrangers en renforçant les facteurs d'attraction et en instaurant des politique de promotion afin de séduire les investisseurs internationaux.

Au delà, l'idée de cette étude est de savoir si les pays du MENA constituent un cas particulier ou se comportent comme l'ensemble des pays en développement. En fait, l'enjeu est important pour les pays de la région qui disposent de larges potentialités (ressources naturelles et humaines) mais qui ne parviennent pas à attirer suffisamment d'investissements directs étrangers. Tout ceci nous a conduits à formuler notre principale problématique comme suit :

Qu'est ce qui explique l'attractivité limitée des pays du MENA vis-à-vis des IDE ?et Comment ces pays comptent-ils lever les obstacles pour qu'ils soient plus attractifs ?.

Il convient donc à ce stade, de vérifier empiriquement les conditions théoriques avancées sur l'attractivité des IDE en concentrant notre étude sur le cas des pays du MENA. A ce propos, nous allons essayer de mettre la lumière sur les principaux déterminants d'attractivité qui expliquent les flux entrants d'IDE dans la région MENA en procédant à une analyse comparative entre les différents pays inclus.

¹ CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde (2012).

Le but principal de cette recherche est d'enrichir les travaux précédents, à travers l'examen de certains déterminants sur la localisation des IDE dans la région du MENA.

Pour atteindre ces objectifs, nous allons tester les hypothèses suivantes, pour voir quelle est la plus appropriée :

- H1 : Un cadre macroéconomique sain favorise l'accroissement des capitaux étrangers au MENA ;
- H2 : l'attrait des investisseurs étrangers reste dicté par des impératifs exclusivement économiques. Les investisseurs restent peu sensibles aux actions de promotion territoriale.
- H3 : la stabilité politique exerce un effet positif sur l'attractivité des IDE.
- H4 : les résultats mitigés en matière de flux d'IDE aux pays du MENA, s'explique plus par des aspects liés au climat des affaires que par le fonctionnement des institutions chargées de promouvoir l'investissement.

Afin de mettre en relation les efforts entrepris par les pays du MENA en termes de politiques économiques et les performances en matière d'afflux d'IDE, nous présentons, dans un premier lieu, un aperçu sur le profil de la région MENA en analysant l'environnement économique de chaque pays.

I. Aperçu sur l'environnement économique des pays du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est actuellement le théâtre de très graves troubles. La Syrie, l'Iraq, la Libye et le Yémen sont plongés dans des guerres civiles auxquelles les populations payent un lourd tribut, sans compter les dommages incalculables causés aux infrastructures. Quinze millions de personnes ont dû fuir leur patrie, souvent pour gagner des pays fragiles ou dans des situations économiques difficiles, tels que la Jordanie, le Liban, Djibouti et la Tunisie, provoquant ainsi la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Le conflit que traverse le Yémen a notamment anéanti plusieurs années de développement. Par ailleurs, à Gaza, les blocus et les escalades de violences à répétition amputent le produit intérieur brut de 40 % et sont à l'origine d'un taux de chômage record dans le monde. Les pays exportateurs de pétrole relativement stables, c'est-à-dire l'Algérie, l'Iran et les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), sont quant à eux confrontés à la baisse des prix pétroliers, au chômage chronique des jeunes et à l'absence de diversification économique. Cependant, les évolutions politiques en Tunisie, au Maroc et en Jordanie sont autant de signes que les citoyens prennent une part de plus en plus active à l'élaboration des politiques.

Afin d'étudier les déterminants de l'attractivité des IDE dans la région MENA, il convient d'abord de donner un aperçu sur l'environnement économique des pays étudiés.

En effet, les enquêtes de la CNUCED(1997) et du Forum économique de Davos(2002), mettent en avant l'environnement économique général du pays hôte comme variable très influente sur le choix de localisation des investisseurs étrangers. A cet effet, nous allons essayer de faire une analyse sur l'environnement économiques des pays du MENA.

I.1. Description de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord(MENA) :

MENA est l'acronyme de *Mideale East and North Africa*, regroupant les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du nord. Il désigne une grande région, allant du Maroc au nord-ouest de l'Afrique jusqu'à l'Iran au sud-ouest de l'Asie, qui comprend les pays suivants :

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Emirats Arabes Unies, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Lybie, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Tunisie, Turquie et Yémen.

Le MENA comprend plusieurs pays qui possèdent de vastes réserves de pétrole et de gaz naturel essentiels au maintien des activités économique mondiales .Il détient 60% des réserves mondiales de pétrole et 45% des réserves mondiales de gaz naturel.²

De plus, la région MENA est une région économiques qui arbitre 424 millions habitants dont 85% vivent à revenu intermédiaire (Maroc, Jordanie, Tunisie, Oman, Algérie, Yémen l'Egypte et Syrie), 8% dans des pays à revenu élevé (Qatar, Bahreïn, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unies, Kuweit, Lybie et Israël) et 7% dans des pays à faible revenu.

MENA est une région d'une grande diversité économiques qui regroupent à la fois des riches économies pétrolières du Golf et des pays pauvres en ressources par rapport à leur population tels que : l'Egypte, le Maroc et le Yémen.

Durant ces dernières années, la prospérité économique de la région a été influencée par plusieurs facteurs, tels que les instabilités politiques et sociaux dans certains pays sous l'effet du printemps arabe, baisse du prix du pétrole et l'héritage de la politique et des structures économiques.

En fait, au déclenchement du printemps arabe, la région possédait plusieurs atouts :

Une population jeune, une base de ressources solide et une résistance aux chocs économiques qui lui ont permis de surmonter la crise financière internationale de 2008.

La pauvreté absolue était peu réponde, environ 4% de la population vivent avec moins de 1,25 dollars par jour. Or, les bénéfices de la croissance ne concernaient qu'une petite élite, une situation qui a conduit à la frustration sociale et engendré un ressentiment généralisé.

La région est ainsi caractérisée par une diversité culturelle puisqu'elle regroupe des pays de plusieurs zones, allant géographiquement du Maroc à la pointe occidentale de l'Afrique du nord à l'Iran dans le Golf persique, des pauvres aux riches, stable à instable et petite et grande. Ce qui nous a permis de la décomposer en plusieurs régions.

Les trois Etats nord-africain de l'ouest à savoir : le Maroc, l'Algérie et la Tunisie constituent la région du Maghreb. Ajoutons l'Egypte ils constituent l'Afrique du nord.

La région du levant se compose de la Syrie et la Jordanie. Le levant est aussi généralement entend inclure Israël et les territoires palestiniennes.

De plus, nous avons la région du Golfe qui est composée de Cinq membres du Conseil du Coopération du Golfe ou CCG (Bahreïn, Koweït, Oman, Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unies).

Par ailleurs, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est actuellement le théâtre de très graves troubles. La Syrie, l'Iraq, la Libye et le Yémen sont plongés dans des guerres civiles auxquelles les populations payent un lourd tribut, sans compter les dommages incalculables causés aux infrastructures. En effet, quinze millions de personnes ont dû fuir leur patrie, souvent pour gagner des pays fragiles ou dans des situations économiques difficiles, tels que la Jordanie, le Liban, Djibouti et la Tunisie, provoquant ainsi la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale.

² <http://www.eia.gov/beta/international> (consulté le 16/01/2017 à 09h45).

Le conflit que traverse le Yémen a notamment anéanti plusieurs années de développement. Par ailleurs, à Gaza, les blocus et les escalades de violences à répétition amputent le produit intérieur brut de 40 % et sont à l'origine d'un taux de chômage record dans le monde.

Les pays exportateurs de pétrole relativement stables, c'est-à-dire l'Algérie, l'Iran et les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), sont quant à eux confrontés à la baisse des prix pétroliers, au chômage chronique des jeunes et à l'absence de diversification économique. Cependant, le mouvement populaire qui a commencé en Tunisie en décembre 2010 s'est répandu dans la région MENA et continue de provoquer des changements politiques majeurs. Le peuple de cette région appelle à l'avènement de la démocratie et à la liberté politique, dénoncent la corruption et demandent une réforme du système économique de leurs pays afin d'assurer l'emploi et garantir la cohésion sociale.³

I.2. Aperçu sur la croissance économique dans la région du MENA :

En effet, la région du MENA traverse une période de changement sans précédent. Dans les « pays du printemps arabe » la transition politique, les revendications sociales pressantes et une conjoncture externe défavorable se sont conjugués pour accroître les risques pesant à court terme sur la stabilité macroéconomique. Cependant, ces mouvements ont influencé la croissance économique dans la région.

Dans ce cadre, nous allons essayer à présent d'étudier la situation économique dans la région pour évaluer le niveau de croissance économique des pays de la région.

Pour les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), le commerce extérieur et l'investissement privé sont indispensables pour assurer de nouveaux moteurs de croissance et de dynamismes. Grâce aux échanges commerciaux et des investissements accrus, les pays de la région seront en mesure de réaliser une croissance plus rapide, de créer davantage d'emploi, d'améliorer le niveau de vie et de réduire la pauvreté.

Par ailleurs, la croissance économique dans le MENA a connu un essor spectaculaire ces dernières années grâce aux réformes de libéralisation économique et de privatisation mise en place par les gouvernements des pays à partir des années 1990.

Le tableau (N°01) fournit quelques données de base sur la croissance économique dans la région.

Tableau N° 01: Quelques indicateurs économiques sur les pays de la région MENA en 2017

Pays	POP M	PIB USD	PIB par habitant USD	OPEP Adhésion	OMC année d'adhésion
Algérie	40,4	214	4,34	Oui	Non
Bahreïn	1,38	35	23,89	Non	1995
Egypte	92	331	3,30	Non	1995
Jordanie	9,53	37,62	5,60	Non	2000
Koweït	4,1	121	29,98	Non	1995

³ OCDE « Politiques en faveur des PME Afrique du Nord et Moyen-Orient 2014 : Évaluation sur la base du Small Business Act pour l'Europe », Éditions OCDE, 2014, P.25.

Maroc	35,28	97,1	3,07	Non	1995
Oman	4,3	77,8	15,67	Non	2000
Arabie Saoudite	31,05	753	20,13	Oui	2005
Syrie	17,18	22,41	2,80	Non	Non
UAE	9,86	356	35,39	Oui	1996
Tunisie	11,3	43,02	3,98	Non	1995
Turquie	79,81	734	9,29	Non	1995
Palestine	8,58 4,6	299,1 12,54	35,70 26,61	Non	1995
Yémen	26,8	39,1	1,23	Non	2000
Iraq	38,14	169,5	5,82	Oui	Non
Qatar	2,67	192	78,82	Oui	1996
Libye	6,43	43,5	4,75	Oui	Non
Iran	80,67	87,1	5,04	Oui	Non

Source : élaboration personnelle à travers des données du FMI/World economic outlook database, 2017.

A partir du tableau ci-dessus, nous pouvons constater que les trois économies (Arabie Saoudite, UEA et l'Algérie) en termes de PIB global dans la région sont tous membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs du pétrole).

L'Egypte est le pays le plus peuplé avec 93 millions d'habitants en 2017, et qui a des niveaux relativement faibles de revenu par habitant.

Par contre, les pays du Golfe (le Bahreïn, le Koweït et les UAE) ont les niveaux les plus élevés du revenu par habitant malgré leur superficie réduite.

Parmi les pays de l'échantillon, il ya 11 pays qui sont déjà membre de l'OMC. Les autres pays tels que l'Algérie, la Syrie, l'Iraq, la Lybie et l'Iran, négocient encore leur adhésion à cette organisation.

L'adhésion à l'OMC est très importante pour ces pays, puisque les Etats membres s'engagent à un cadre fondé sur les règles favorisant le commerce extérieur et les investissements internationaux.

I.3. Perspectives économiques au MENA :⁴

L'année 2017 devrait être l'une des plus dures pour la région MENA, vu la gravité des défis politiques auxquels sont confrontés les gouvernements des pays concernés. Les pays exportateurs de pétrole doivent arriver à gérer budgets et stratégies de diversification alors que le baril reste bloqué sous la barre des 45 dollars. Pour les pays importateurs de pétrole, la difficulté de l'environnement sociopolitique et les retombées des différents conflits compliquent singulièrement l'assainissement budgétaire. Confrontés à des cours du pétrole obstinément faibles, une diminution de leurs rentrées fiscales et un manque de devises, les gouvernements des pays de la région MENA ont été contraints d'adopter des mesures d'austérité impliquant notamment de tailler dans les dépenses courantes et d'investissement. L'Arabie saoudite serait ainsi en passe d'annuler des projets estimés à plus de 20 milliards de dollars. Une telle situation s'explique par les ravages provoqués dans ces économies par les conflits et les guerres en Syrie, en Iraq, en Libye et au Yémen, ainsi que par la crise des réfugiés, qui réduit les marges de manœuvre budgétaire dans les pays voisins. Sans compter que le secteur privé s'essouffle et peine à jouer son rôle habituel de création d'emplois pour absorber les

⁴ CNUCED (2017), rapport sur l'investissement dans le monde, Op.cit, PP.08-14.

nombreux chômeurs de la région. Selon les dernières données sur les marchés du travail, le taux de chômage reste résolument élevé en 2016 en Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Maroc et Tunisie. Pour la quatrième année consécutive, le taux de croissance du PIB en volume des pays de la région MENA se maintient à son étiage, autour de 2,7 %, soit un demi-point de pourcentage en deçà des dernières estimations d'avril 2016.

Au cours des deux prochaines années, la croissance régionale devrait se redresser légèrement, à 3,2 et 3,6 %, portée par la poursuite de politiques budgétaires saines, l'introduction de réformes et les efforts de diversification économique en dehors des hydrocarbures. Comme en 2015, le déficit budgétaire de la région devrait se maintenir à 9,1 % du PIB en 2016. Pour autant, les trois sous-groupes de pays (États du CCG, pays en développement exportateurs de pétrole et pays importateurs de pétrole) continueront d'enregistrer d'importants déficits en 2016 et pendant les deux années suivantes, même si les perspectives laissent envisager une amélioration.

Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance restera atone, plombée par le brusque ralentissement dans les États du CCG, qui devraient voir leur croissance retomber à 1,8 % en 2016, soit deux fois moins qu'en 2015. La faiblesse persistante des cours du pétrole oblige les gouvernements à prendre des mesures d'austérité, qui se traduisent surtout par une baisse des dépenses, notamment d'investissement. D'autant que si les pays membres de l'OPEP ne parviennent pas, lors de leur réunion de septembre, à plafonner la production, les prix pourraient continuer à refluer. La compression des dépenses a également freiné l'essor du secteur non pétrolier. En Algérie et à Oman, le taux de croissance s'établirait à 3,7 % en 2016, contre respectivement 5 et 7 % l'an dernier. L'activité économique des pays en développement exportateurs de pétrole dans la région est doublement touchée, par l'effondrement des cours du pétrole et par les guerres civiles. Certaines estimations tablent sur un retour à une croissance positive en 2016 (contre -0,3 % l'année précédente), faisant le pari d'une hausse de la production de pétrole en Iran et en Iraq. Plombés par le coût exorbitant du conflit, la faiblesse des cours pétroliers et un recul des échanges, ces deux pays connaissent de graves déséquilibres budgétaires et extérieurs.

Pour les pays en développement importateurs de pétrole, les perspectives, légèrement plus encourageantes, restent médiocres, car ils ont été durement touchés par les attentats terroristes, la contagion des conflits régionaux et un ralentissement des apports financiers en provenance des pays du Golfe. Globalement, leur croissance devrait chuter à 2,6 % en 2016, avant de rebondir quelque peu, à 3,5 % en moyenne tout au long de la période de prévision. Quant aux déficits budgétaires et des comptes extérieurs, ils ne montrent aucune tendance à l'amélioration.

II. Attractivité des IDE dans la région MENA :

Depuis les 20 dernières années, l'investissement direct étranger connaît un essor spectaculaire et une évolution sans précédent grâce à l'intégration croissante des économies nationales à l'économie mondiale, du processus de libéralisation économique de plusieurs pays notamment les pays en développement et de la concurrence internationale.

A cet effet, les pays en développement enregistrent dans leur territoire national d'entrée d'IDE de plus en plus important.

En fait, l'investissement étranger favorise d'une manière ou d'une autre à la création d'un climat d'affaire propice et favorable à l'investissement surtout en matière de compétitivité et de complémentarité. Cet élément représente donc un facteur clé pour le progrès de l'économie des pays de la région MENA. En fait, l'IDE a connu une tendance croissante au fil du temps.

Cette tendance s'explique par les programmes de privatisation de grande envergure qui ont été mises en place par ces pays au cours des dernières décennies. Or, les différentes réformes appliquées dans ce cadre ont conduit à une amélioration considérable du climat d'affaires et augmenter par conséquent les flux d'entrée d'IDE vers la région MENA.

La libéralisation des politiques en matière d'IDE s'est poursuivie dans les pays de la région. Parmi les mesures qui ont été prises, nous pouvons citer l'abaissement de l'impôt sur les sociétés étrangères, la privatisation d'entreprise d'Etat, la libéralisation du régime de taux de change, l'amélioration de l'accès des investisseurs au crédit et la facilitation de l'investissement.

Dans ce contexte, la région a signé 15 nouveaux accords bilatéraux d'investissement et 12 nouvelles conventions de double imposition en 2008.

De plus, les accords de libre-échange assortis des dispositions relatives à l'investissement ont été conclus entre la Turquie et le Chili et entre le CCG et Singapour. Cette amélioration est due en grande partie aux investissements faits dans les industries pétrolières et gazières en Algérie et dans les pays du Golfe CCG, l'agriculture, l'industrie et le tourisme au Maroc, en Tunisie et en Turquie.⁵

En termes d'IDE, l'Arabie Saoudite, les UAE et l'Egypte représentent plus de la moitié du stock d'IDE dans la région. Il est à noter qu'une augmentation substantielle a été enregistrée durant cette année dans la région, mais elle reste encore insuffisante à l'échelle mondiale.

Néanmoins, l'évolution qui a connue les économies de la région dans l'attractivité des capitaux étrangers restent très faible par rapport à son potentiel et ses performances supérieures aux autres pays. Nous pouvons observer également que les économies de la région enregistrent un taux bas des flux d'IDE par rapport au reste du monde. Ce faible taux est principalement lié à l'existence de plusieurs obstacles économiques.

Nous pouvons constater aussi, que l'Algérie enregistre le taux le plus bas dans l'attractivité des IDE durant cette période.

Ce faible taux est lié à la période de crise et d'instabilité politique et sociale qu'a connu le pays durant la décennie noire en 1990 ainsi qu'à certain obstacle d'ordre économique et financier.⁶

Cependant, les IDE dans la région du MENA ont enregistré une chute de 16% en 2011. Ce recul des flux d'IDE résulte non seulement des risques engendrés par les bouleversements politiques qu'ont connus plusieurs pays de cette région, mais également du ralentissement économique et de la crise financière qui a touché une grande partie des pays de l'OCDE.

⁵ CNUCED(2009), rapport sur l'investissement dans le monde, Op.cit, P.21.

⁶ REGGAD, (S): *FDI -the growth engine to Algiers* , Coreia review of international studies, Vol11,N°01, 2008,P.80.

Selon le rapport de l'agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) filiale de la banque mondiale(2011), l'effet négatif de la tourmente politique sur les investissements étrangers dans plusieurs pays de la région MENA, l'attitude des investisseur a varié entre le maintien de leurs projets et leur retrait.

Cette attitude est due en grande partie à l'instabilité politique qui ne s'intensifie et ne se prolonge, et aux risques d'insolvabilité du pays, hausse de l'inflation et creusement des soldes des comptes courants et des déficits budgétaires.

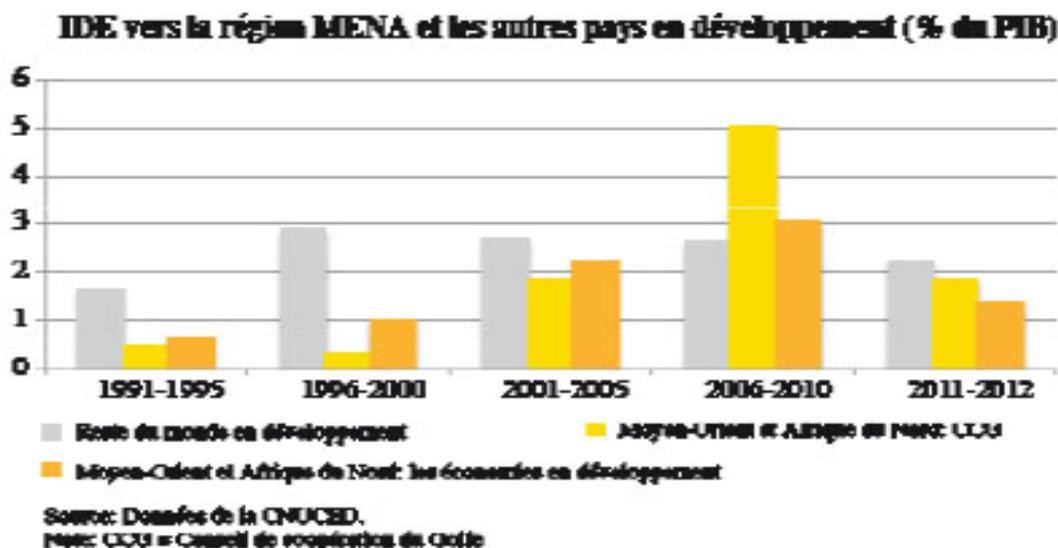
De plus, cette situation a également affecté le tourisme et les autres activités économiques dans la région MENA, dont le taux de croissance a fortement baissé pour s'établir à 1,7% en 2011 contre 3,6% en 2010.

En fait, la poursuite des troubles dans plusieurs pays touchés par le printemps arabe a eu un impact réel sur la croissance mais aussi sur les IDE dans la région MENA.

Selon le rapport de la banque mondiale (2014)⁷, la croissance économique s'établira en 2013 à 2,8%, soit un taux inférieur de moitié par rapport à 2012 (5,6%).

La figure (N°01) représente l'évolution des flux d'IDE dans la région MENA comparé à d'autres régions.

Figure N° 01 : IDE vers la région MENA et les autres pays en développement (% du PIB)



Source : CNUCED (2014), rapport sur l'investissement dans le monde, Op.cit, P.14

Alors que les IDE destinés au reste du monde ont augmenté après 2010, les flux vers la région MENA ont poursuivi leur mouvement de décrochage à mesure que s'exacerbent les conditions économiques et politiques, surtout aux pays qui ont été marqués par des troubles politiques en l'occurrence la Tunisie, l'Egypte, la Lybie la Syrie l'Iraq et le Yémen.

L'instabilité politique a affecté également la composition des IDE et a créé un biais des flux en faveur des industries extractives relativement moins créatrices d'emplois.

⁷ Banque mondiale: Perspectives et développement économique, rapport d'activité 2014.

En plus d'être le deuxième plus grand investisseur dans la région, les pays du CCG sont une destination de premier plan des IDE. Ils ont reçu près de la moitié de tout les investissements Greenfield vers la région MENA et 63% de tous les projets au cours de la période (2003-2012).

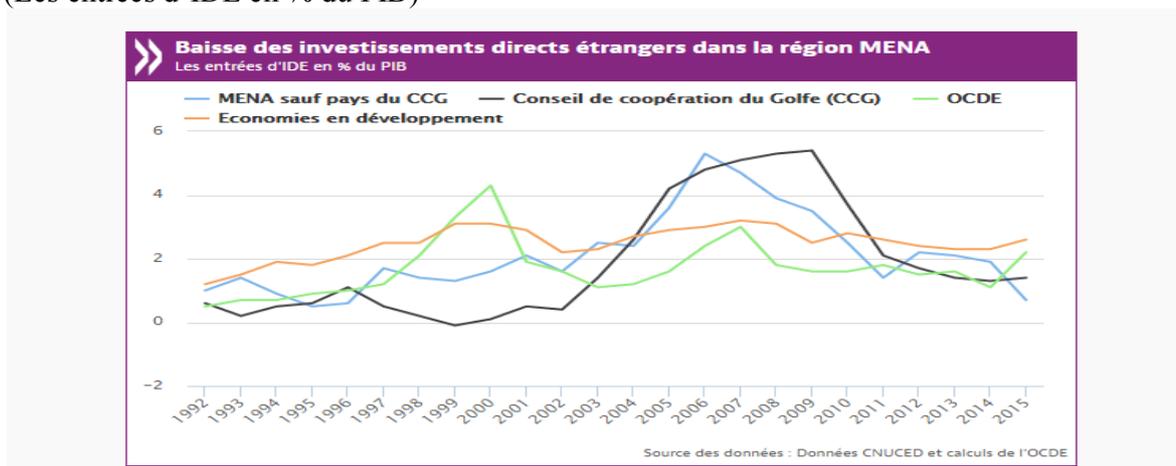
L'Arabie Saoudite et les UAE se distinguent par la grande taille de leurs entrées et le nombre d'emplois directs. Au Maroc, l'industrie reste le premier débouché des IDE.

Selon son dernier rapport (2016)⁸, la CNUCED souligne que la croissance économique dans la région MENA s'établissait à 2,3% en 2015, contre 4% en moyenne dans les pays émergents et en développement.

L'IDE dans la région a chuté de 50% depuis 2008, atteignant son plus bas niveau historique (-1% du PIB) en 2015. Les obstacles réglementaires et administratifs constituent un important facteur de dissuasion. L'instabilité et l'insécurité qui règnent dans la région présente également sur l'IDE, de même que sur le tourisme, qui accuse une forte baisse en Tunisie et en Egypte.

Les échanges entre les pays de région sont rares et ne représentent que 10% du commerce total de la région (Figure N°02).

Figure N° 02 : Baisse des investissements directs étrangers dans la région MENA (Les entrées d'IDE en % du PIB)



Comme en 2015, le déficit budgétaire de la région se maintient à 9,1% du PIB en 2016.⁹ Pour autant, les trois sous groupes de pays (Etats du CCG, pays en développement exportateurs de pétrole et importateur de pétrole) continueront d'enregistrer d'importants déficits en 2016.

Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance restera atone, plombée par le brusque ralentissement dans les Etats du CCG, qui devrait voir leur croissance retomber à 1,8%, soit deux fois moins qu'en 2015. La faiblesse persistante des cours de pétrole oblige les gouvernements à prendre des mesures d'austérité, qui se traduisent par une baisse des dépenses notamment d'investissement, comme c'est le cas en Algérie.

En Algérie et à Oman, le taux de croissance s'établirait à 3,7% en 2016, contre respectivement 5 et 7% en 2015.

⁸ CNUCED: Des meilleures politiques pour la croissance inclusive et l'intégration économique dans la région MENA, rapport sur l'investissement et le développement, united nation publication, New York et Geneva, 2016, PP.02-05.

⁹ Banque mondiale, Op.cit, P.14.

L'activité économique des pays en développement exportateur de pétrole dans le MENA est doublement touchée, par l'effondrement des cours du pétrole et par les guerres civiles. Pour les pays en développement importateurs de pétrole, les résultats restent médiocres, car ils ont été durement touchés par les attentats terroristes, la contagion des conflits régionaux et un ralentissement des apports financiers en provenance des pays du Golfe. Globalement, leur croissance a chuté à 2,6% en 2016, avant de rebondir quelque peu, à 3,5% en moyenne.

Afin de mener à bien notre analyse, nous avons divisé la région MENA en deux groupes de pays ; le premier regroupe les pays d'Afrique du nord, à savoir : l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. Cependant, le deuxième englobe les pays du Moyen-Orient, il s'agit donc, de l'Arabie Saoudite, Bahreïn, Emiraties Arabes Unis, Jordanie, Koweït, Qatar, Syrie et Turquie.

II.1 L'attractivité des IDE En Afrique Du Nord :

En effet, la région d'Afrique du nord attire annuellement 12 milliards de dollars d'investissements directs l'étranger (IDE), soit 2 à 3% de l'investissement étranger dans le monde. Sur la zone, les hydrocarbures, la banque, l'immobilier, les télécommunications et le ciment représentent à eux-seuls plus des deux tiers des montants annoncés au cours de la décennie 2006-2016 (Tableau N°02).

Tableau N° 02 : Evolution des flux d'IDE entrants en Afrique du Nord (2011-2015)

	Investissements directs étrangers entrants (millions de dollars)				
ANNEES	2011	2012	2013	2014	2015
Egypte	-483	6031	4256	4612	6885
Maroc	2568	2728	3298	3561	3162
Tunisie	1148	1603	1117	1063	1002
Algérie	2580	1499	1693	1507	-587
Afrique du nord	7548	15759	11961	11625	12647
Afrique	47786	55156	52154	58300	54079

Source : CNUCED (2016), Op.cit, P.45.

La croissance des performances régionales escomptées dans la région n'est pas au rendez-vous, malgré les nombreuses réformes initiées dans les différents pays de la région pour améliorer l'environnement des affaires.

Dans le classement des 11 pays dont les performances en termes d'accueil d'IDE sont passées en revue, l'Algérie est arrivée à la 5^{ème} position devancée par l'Egypte, le Maroc, la Tunisie et la Lybie. Cependant, la région n'attire pas davantage de flux d'IDE par rapport à son potentiel d'investissement. Après avoir capté jusqu'à 4,5% des IDE mondiaux soit plus de 60 milliards de dollars en 2006, seuls 2,4% de ces investissements ont atterri dans la zone en 2015 soit moins de 13 milliards de dollars.

Cette régression est due en grande partie aux perturbations politiques qu'ont connues plusieurs pays de la région, affectant l'environnement général d'investissement dans la région.

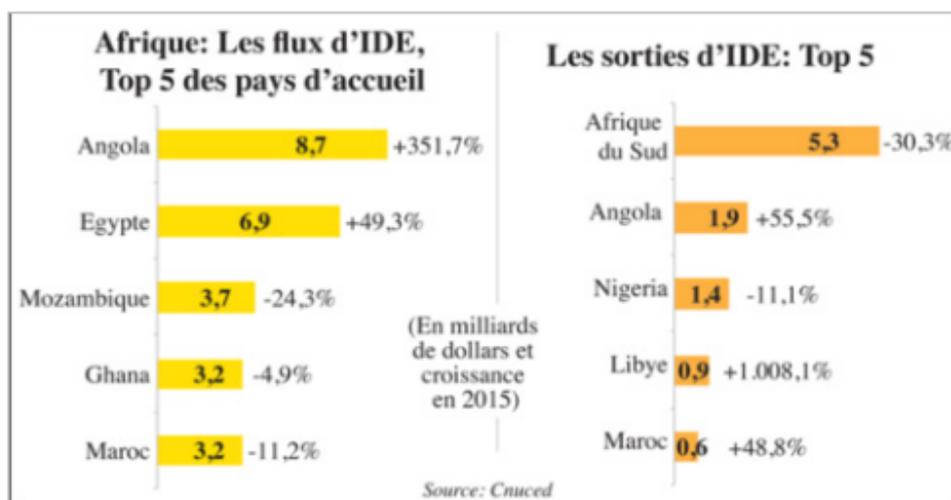
Par ailleurs, l'Égypte a connu la plus forte hausse avec 6,9 milliards USD d'IDE en 2015, soit une augmentation de 49,3% par rapport à 2014. Ceci s'explique en partie par l'expansion des filiales étrangères dans les secteurs financiers et pharmaceutiques. La Libye repart aussi à la hausse avec 726 millions USD contre 50 millions USD sur la même période.

Ces résultats contrebalancent ceux de leurs voisins. Le solde des IDE de l'Algérie est passé en négatif en 2015, de -587 millions USD alors qu'il atteignait 1,5 milliard USD en 2014. Au Maroc le recul a été plus faible, les IDE diminuent de 11,2 % (2,7 milliards (Figure N° IV-8). Le Maroc figure, malgré son recul, dans le top 5 des pays d'accueil d'IDE en Afrique, tout comme l'Égypte.

Cependant, la CNUCED prévoit une reprise des investissements étrangers pour l'année 2016 en Afrique du nord. L'organisation envisage entre 55 et 60 milliards USD d'IDE.

Au premier trimestre, ce chiffre a atteint les 29 milliards USD, soit une hausse de 25% par rapport à la même période en 2015.

Figure N°03 : Comparaison des flux d'entrée et de sorties d'IDE entre les pays Africains



Source : CNUCED (2016), Op.cit, P.26.

Par ailleurs, la région d'Afrique du Nord traverse ces dernières années une période de changement sans précédent. Dans les «pays du Printemps arabe» tels que la Tunisie l'Égypte et la Libye, la transition politique, les revendications sociales pressantes et une conjoncture externe défavorable se sont conjuguées pour accroître les risques pesant à court terme sur la stabilité macroéconomique.

Ces risques avaient été maîtrisés en 2011, mais avec une croissance qui s'essouffle, un chômage en hausse et des tensions budgétaires et extérieures persistantes.

Cette instabilité politique et sociale dans la région a fortement influencé les flux des IDE à destinations des pays nord africain.

- A la lumière des enseignements tirés de l'analyse des facteurs d'attractivité des IDE en Algérie, le manque d'investissements directs étrangers en Algérie, peut s'expliquer par une structure économique fragile (basée exclusivement sur les hydrocarbures), un climat des

affaires très contraignant et un sérieux problème de financement. Tous ces éléments représentent des obstacles et des facteurs dissuasifs à l'implantation de firmes étrangères.

En effet, et contrairement à ses voisins maghrébins, l'Algérie n'arrive pas à profiter des avantages offerts ni par sa proximité géographique avec l'Europe ni par ses réserves énergétiques pour attirer davantage de capitaux étrangers. Le pays ne cesse d'accumuler les maladroites en matière de stratégie économique, la Loi de finances complémentaires 2009 étant une autre preuve de cette perplexité du gouvernement.

Toutefois, la perception que les opérateurs privés ont du climat d'investissement en Algérie demeure critique en raison du ralentissement du processus de libéralisation et de décentralisation du système économique, des problèmes d'accès au foncier économique, de la dépendance excessive au secteur énergétique, du poids de l'économie informelle, des difficultés de rapatriement des capitaux, de la bureaucratie, de l'inefficacité du système judiciaire et du retard dans les infrastructures. Ainsi, les bonnes performances en termes d'IDE obtenues lors des dernières années seraient imputables à des causes conjoncturelles, plutôt qu'à une véritable politique de promotion de l'investissement mise en place par les autorités algériennes. Les obstacles qui caractérisent le système économique algérien retardent donc le développement économique du pays et empêchent la valorisation effective de son potentiel d'investissement. Or, malgré le rétablissement des équilibres macroéconomiques, la croissance économique demeure modeste par rapport aux dynamiques démographiques et au taux de chômage.

- Pour l'Égypte, les variables significatives sont : le taux de croissance économique, le Produit intérieur brut, la variation annuelle du taux de change et enfin, la valeur du stock national des réserves de devises rapportée au stock de la dette extérieure. Notons que le taux de croissance économique est, parmi les variables significatives, celui qui a le plus de poids sur l'investissement direct étranger reçu par l'Égypte.

De plus, l'Égypte constitue une puissance économique et politique de premier plan, au Moyen-Orient. Du fait de sa population importante (89 millions d'habitants en 2016), de son influence sur les pays arabes, de sa position géographique (canal de Suez), l'Égypte joue un rôle stratégique dans la région du Moyen-Orient. Par ailleurs, les pays occidentaux (d'abord les États-Unis, ensuite l'Europe) lui apportent une aide politique et financière conséquente.

Le taux de croissance économique égyptien offre en quelque sorte, aux investisseurs étrangers, une garantie de rentabilité et de viabilité pour leurs investissements. Ainsi, plus le pays enregistre des taux de croissance élevés, plus on s'attend à ce que les bailleurs de fonds internationaux, placent leurs capitaux dans ce pays.

- Pour le Maroc, le pays conserve une place de choix dans le classement des volumes de flux d'investissements directs étrangers (IDE) au sein des pays d'Afrique du Nord. En effet, le pays a enregistré en 2015 un flux entrant de 3,162 milliards de dollars d'investissements directs étrangers. Il devance ainsi la Tunisie et l'Algérie et pèse pour près d'un quart du total des IDE d'Afrique du Nord.

Il est à noter que les principaux arguments qui ont poussé les pouvoirs publics à s'ouvrir à l'investissement extérieur sont :

- Le financement la croissance des capacités de production ;
- L'insertion du pays dans l'économie mondiale ;
- L'implantation des entreprises étrangères aiguillonne la concurrence et permet d'offrir aux consommateurs des produits de qualité meilleure et à moindre coût ;
- L'acquisition de nouvelles technologies et la diffusion du savoir faire industrielle et managérial.

• Pour la Tunisie, Les investissements directs étrangers représentent 10% des investissements productifs, génèrent le tiers des exportations et plus de 15% du total des emplois. De plus, la Tunisie figure parmi les 11 principales destinations des flux d'IDE entrant en Afrique. Après leur fléchissement ces dernières années sous l'effet de la récession mondiale, de la révolution sociopolitique qui a éclaté dans le pays et de la crise de la zone euro, les IDE ont rebond. Cependant, le gouvernement espère la reprise des investissements étrangers avec la promulgation du nouveau Code d'investissements et des décisions fiscales qu'il contient.

II.2. Les déterminants des IDE dans les autres pays du MENA :

Pour les pays du Moyen-Orient, le commerce extérieur et l'investissement privé sont essentiels pour assurer de nouveaux moteurs de croissance et de dynamisme. Grâce à des échanges commerciaux et des investissements accrus, les pays de la région seront en mesure de réaliser une croissance plus rapide, de réduire la pauvreté, de créer davantage d'emplois, et d'améliorer le niveau de connaissance, de compétences, et de productivité de leur main-d'œuvre.

- D'après l'analyse de l'attractivité des IDE en Arabie Saoudite, nous pouvons constater que le climat pour les investissements étrangers dans le royaume s'est nettement amélioré. Le pays offre plusieurs opportunités aux investisseurs étrangers tels que la stabilité économique, le marché local important et à haut pouvoir d'achat (avec une population qui dépasse les 27 millions), des infrastructures solides, un système bancaire bien règlementé. Cependant, bien que le pays ait mis en place des réformes pour encourager l'investissement étranger, le cadre légal pour résoudre les différends commerciaux est parfois jugé comme inadéquat. Il y a également un manque de transparence dans l'application de la législation en matière de propriété intellectuelle et le gouvernement impose des quotas d'employés saoudiens dans les entreprises.
- le Bahreïn, par contre, se caractérise par un environnement économique et réglementaire ouvert et attractif pour les capitaux étrangers. Il bénéficie de la réglementation fiscale la plus accommodante du Golfe, une population largement instruite et qualifiée, une situation géographique stratégique dans le nord du Golfe avec de bons moyens de communication avec l'Arabie Saoudite, un accès facile aux autres marchés du Golfe et des coûts d'exploitation parmi les plus compétitifs de la région. Cependant, la corruption et l'intervention du gouvernement dans les processus d'appels d'offre et les différends peuvent être un frein aux IDE.
- Quant aux Emirats Arabes Unis, la stabilité politique et économique du pays attirant les IDE fuyant les révolutions du "Printemps Arabe". les Emirats Arabes Unis comptent parmi les marchés les plus dynamiques en termes de commerce extérieur. ils font partie des 16 premiers exportateurs et des 20 premiers importateurs mondiaux de marchandises. Bénéficiant d'une stabilité politique dans une région en ébullition, les Emirats Arabes Unis (EAU) ont démontré une certaine résilience face à la baisse du cours des hydrocarbures. De plus, le pays dispose d'une position géographique stratégique, faisant du pays une potentielle plate-forme de rayonnement dans tout le Golfe, l'Iran , l'Asie et le Moyen-Orient , d'un secteur bancaire solide et

rentable et des règlements favorables aux investissements étrangers, d'une main d'œuvre étrangère à faible coût, de très bonnes infrastructures de transport et de fabrication (financées par les revenus des hydrocarbures) et d'un accès à l'énergie à moindre coût. Cependant, l'interdiction (hors zone franche) de détenir plus de 49% du capital d'une entreprise locale pour un investisseur étranger constitue une entrave de taille pour l'investisseur international.

- Pour la Jordanie, L'attractivité du pays repose essentiellement sur la qualité des infrastructures, la solidité et le dynamisme du système bancaire, ainsi que sur l'ouverture économique qui a permis la création de zones franches et de partenariats public-privé. Néanmoins, les problèmes liés à la bureaucratie, à la corruption ou à la protection des investissements et sa dépendance énergétique vis à vis des pays de la région sont considérés comme des freins aux IDE.
- Par ailleurs, le Koweït est un pays riche, un Etat-providence presque totalement financé par les recettes pétrolières et les citoyens bénéficient d'un revenu par tête élevé. En dépit de sa bonne santé économique et financière, le Koweït souhaite passer d'une économie de rente à une économie plus ouverte et plus diversifiée. Les autorités sont en effet préoccupées par l'hypertrophie du secteur public, financé par la rente pétrolière et dont les limites se font déjà sentir en matière de création d'emploi et d'investissement
- Les investissements directs étrangers au Qatar, dont les flux ont été particulièrement importants entre 2005 et 2010, ont joué un rôle moteur dans l'essor de l'économie Qatarienne en permettant l'exploitation et la mise en valeur des importantes ressources naturelles du pays, et en accompagnant sa politique de diversification économique. A cet effet, L'objectif du Qatar est de devenir un pays leader en termes d'environnement des affaires et d'investissements étrangers. Cependant, le Qatar devrait rester un pays attractif en matière d'IDE, notamment en raison de sa stabilité politique et de son potentiel économique. Avec la réalisation de grands projets d'investissements dans les infrastructures (transport ferroviaire, port, villes nouvelles...), la préparation de la Coupe du monde de football de 2022 et la volonté de diversification de l'économie Qatarienne de la part des autorités, il est attendu une augmentation des IDE entrants notamment dans les secteurs hors hydrocarbures.
- Après l'analyse de l'état des lieux des investissements directs étrangers en Syrie ces dernières années, notamment avec le déclenchement de la guerre civile en mars 2011, nous pouvons constater nette diminution voir disparition des flux d'IDE vers le pays avec une stagnation du stock d'IDE depuis 2012 avec 10743 millions USD. De plus, le pays n'a enregistré aucune implantation Greenfield depuis, ce qui explique l'influence de la stabilité politique et sociale ainsi que le risque pays sur la décision d'implantation à l'étranger des IDE. Donc, nous pouvons conclure que la stabilité politique et sociale est un facteur déterminant pour l'attractivité des investisseurs étrangers.
- Enfin, La Turquie est une puissance économique de premier plan dans la région du Moyen-Orient. Elle est le premier receveur d'IDE de la région d'Asie occidentale, devant les Emirats Arabes Unis. Le gouvernement a mis en place de nombreuses réformes législatives pour attirer les investissements étrangers. Le développement des partenariats public-privé pour les grands projets d'infrastructure, des mesures de rationalisation administrative, de renforcement de la propriété intellectuelle, la fin du dépistage des IDE, les réformes structurelles en vue d'une future adhésion à l'UE ont amélioré l'afflux d'IDE.

Conclusion :

Cette recherche est une contribution à la littérature qui traite les facteurs d'attractivité des flux d'IDE entrants dans un pays donné. Pour la question de l'attraction des Investissements Directs Etrangers (IDE), l'objectif de notre travail consiste à identifier les facteurs déterminants de la localisation et de l'attractivité des investissements internationaux dans les pays de la région MENA.

Dans ce cadre, notre problématique de départ s'interrogeait sur les facteurs et les politiques qui permettent l'attraction des IDE. En d'autres termes, ce travail s'intéressait à la problématique de l'attractivité des IDE en s'appuyant sur une analyse comparative entre les pays du MENA, afin de dégager les facteurs pertinents qui expliquent les flux entrants d'IDE dans la région

De plus, il ressort de l'analyse des pays du MENA, que les facteurs explicatif de l'attractivité des IDE sont : les dotations en infrastructures, le degré d'ouverture économique, la stabilité politique et la taille du marché.

Les principales conclusions auxquelles a abouti cette analyse, sont résumées ainsi :

- les dotations en infrastructures contribuent aux flux des IDE dans les pays de la région MENA. Les infrastructures du pays d'accueil et les services qui les accompagnent peuvent influencer significativement sur l'attrait du pays vis-à-vis des IDE. De bonnes infrastructures, particulièrement dans les domaines des transports et des télécommunications, sont souvent présentées comme des déterminants potentiels des afflux d'IDE (Bouklia et Zatla 2001, Asiedu 2002). A l'inverse, des infrastructures peu développées augmentent les coûts de production dans le pays d'accueil et réduisent par conséquent, la rentabilité des investissements;
- La stabilité politique et sociale affectent également l'attractivité des IDE dans les pays d'accueil de la région MENA. La stabilité politique procure un environnement favorable à l'investissement. De façon générale, les régimes démocratiques, les règles de loi et les droits de propriété offrent ainsi un climat de confiance aux investisseurs étrangers ;
- Le degré d'ouverture économique du pays d'accueil contribue significativement aux flux des IDE dans la région MENA. L'ouverture commerciale augmente la productivité des projets d'IDE puisqu'elle facilite l'accès sans contraintes à tous les types d'intrants ;
- La taille du marché influe positivement sur les flux d'IDE au MENA. Plusieurs études empiriques ont montré que l'augmentation des revenus ont un signal d'une augmentation de la taille de marché et le pouvoir d'achat. Ces résultats sont confirmés par de nombreuses études (Kravis et Lipsey 1982, Chakrabarti 2001, Alsan et al. 2004) ;
- Enfin, il existe une liaison inverse et non significative entre l'inflation et celle des flux d'IDE dans les pays de la région. En effet, une inflation élevée peut introduire des distorsions dans le choix d'investissement en défavorisant les investissements à long terme.

Bibliographie

- **Ouvrages :**
- ANDREFF W., *Les multinationales globales*, édition la Découverte, Paris, 2003.
- BAUDRAND V. et HENERY G., *Comprendre la mondialisation*, édition Studyrama perspectives, Paris, 2006.
- BEKENNICHE O., *La coopération entre l'union européenne et l'Algérie*, office des publications universitaires, 2006, Alger.

- BELLON B. et GOUIA R., *Investissement direct étranger et développement industriel méditerranéen*, Ed. Economica, Paris, 1998.
- BENACHENHOU A., *L'Algérie aujourd'hui un pays qui gagne*, alpha design, Alger, 2001.
- GUERRAOUI D. et RICHET X., *Les investissements directs étrangers, facteurs d'attractivité et de localisation : comparaison Maghreb Europe Amérique Latine Asie*, Ed Toubkal, Maroc, 1997.
- DELACOLETTE J., *Les contrats du commerce international*, édition De Boeck, Bruxelles, 1996.
- GUERRAOUI D. et RICHET X., *Les investissements directs étrangers : facteur d'attractivité et localisation*, les éditions Toubkal, Casa Blanca, 1997.
- HARRISON A., DALKIRAN E. et ELSEY E., *Business international et mondialisation*, 1ère édition, Ed De Boeck Université, Bruxelles, 2004.

➤ **REVUES ET ARTICLES PÉRIODIQUES**

- ALAYA,(M) ,ROGIER,(E) et Ali : « Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et de gouvernance dans les pays du sud-est de la Méditerranée », cahier de GRETHA, N°2007-06, Juin 2007, Paris.
- BAALOU DJ B., « *Revue des économies nord africaines* » n°4 juin 2006.
- BOUHEZZA M., « *La privatisation de l'entreprise publique algérienne et le rôle de l'état dans ce processus* », faculté des sciences économiques et de gestion université Ferhat Abbas Sétif. *Revue des sciences économiques et de gestion*. n°3(2004).
- CNUCED, « *ALGERIE. évaluation des capacités de promotion des investissements de l'agence nationale de développement de l'investissement* », nations unies Genève, 2005.
- FMI, *Balance of Payments manual*, 5ème Edition, Washington, IMF, 1993,
- Imen Mohamed Sghaier and Zouheir Abida (2013), "Foreign Direct Investment, Financial Development and Economic Growth: Empirical Evidence from North African Countries", *Journal of International and Global Economic Studies*, 6(1), June 2013 ", World Development, vol.13, No.2.
- Iyanda, O. (1999). "The Impact of Multinational Enterprises on Employment, Training and Regional Development in Namibia and Zimbabwe: A preliminary Assessment", ILO Working Paper No. 84. Geneva: International Labour Office.
- J. Markusen (1995), "The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade ", *Journal of Economic Perspective*, vol. 9, No. 2.
- Jakobsen Jo, DE Soysa Indra (2006), "Do Foreign Investors Punish Democracy? Theory and Empirics, 1984-2001", *Kyklos*, Vol. 59, No. 3.
- Jeon, B. and Rhee, S. (2008), "The Determinants of Korea's Foreign Direct Investment from the United States, 1980-2001: An Empirical Investigation of Firm-Level Data", *Contemporary Economic Policy*, 26 (1).
- Josph Djaowe (2009), "Investissements directs étrangers (IDE) et gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? ", *Revue africaine de l'Intégration* Vol. 3, No. 1, janvier 2009.
- OCDE, *L'investissement direct étranger au service du développement : optimiser les avantages et minimiser les coûts*, Paris, 2015.